

Pourquoi nous avons besoin des syndicats ?

Source : Blogue de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), 2 novembre 2011

On nous dit régulièrement que les syndicats font davantage partie du problème que de la solution.

Le sentiment anti-syndical s'est accentué depuis que la crise mondiale de 2008 a créé un chaos économique et que les finances publiques sont dans un état lamentable.

La frustration généralisée causée par une faible croissance économique et un haut niveau d'endettement des ménages a été canalisée vers les syndicats que l'on présente volontiers comme une élite hautaine, inutile et néfaste pour l'économie.

Pourtant, aucun pays n'a connu de prospérité économique et n'a érigé une véritable classe moyenne sans une forte présence syndicale.

À travers des luttes, les syndicats ont obtenu : la journée de travail de huit heures, les fins de semaine de congé, des lois sur la santé et la sécurité au travail, les normes d'emploi, le soutien au revenu pour les nouveaux parents, la formation pour les travailleurs sans emploi, les pensions gouvernementales, les salaires minimums, la protection pour les personnes blessées au travail ainsi que l'équité salariale entre les femmes et les hommes.

Grâce à la négociation et à l'établissement d'un rapport de force, les syndicats ont réussi à étendre ces gains à l'ensemble des travailleurs et travailleuses.

Au niveau mondial, une série d'études indiquent sans équivoque que partout où les syndicats sont forts, il y a réduction de l'écart de richesses entre les travailleurs et les patrons, entre les hommes et les femmes, entre les minorités visibles et les personnes « de souche ». Partout dans le monde, les syndicats jouent un rôle important dans la réduction de l'inégalité et la pauvreté et l'accroissement de l'accessibilité à un filet social décent.

Malgré tout, des décennies de dérèglementation de l'industrie financière, d'attaques aux droits fondamentaux des travailleurs, de mondialisation des marchés et d'avancées technologiques ont contribué au pouvoir grandissant des employeurs.

Par conséquent, les salaires et revenus moyens des personnes qui travaillent à temps plein n'ont pas augmenté aujourd'hui par rapport à ce qu'ils étaient à la fin des années 1970 en tenant compte du niveau d'inflation. Même si la richesse produite a plus que doublé, plusieurs travailleurs qui sont toujours sans voix pour les défendre, ont perdu du terrain et leur nombre est en croissance constante.

En 1981, la représentation syndicale de la main-d'œuvre active au Canada était de 37,6%. En 2010, ce pourcentage était de 31,5%. Au Québec, la représentativité syndicale est passée de 44,2% à 39,3% durant cette période.

La croissance de l'économie a d'abord servi à augmenter le profit des entreprises et les revenus d'une élite très restreinte. En fait, le 1% de la population la mieux nantie au Canada s'est emparé de 33% des gains de revenus entre 1997 et 2007. Dans les années 1960, ce taux était de 8%.

Aujourd'hui, les revenus des PDG augmentent à une vitesse vertigineuse que nous soyons ou non en période de récession. Pendant ce temps, les patrons canadiens affirment qu'il faut diminuer les salaires, les régimes de retraites et les avantages sociaux.

L'avenir de la classe moyenne est loin d'être assuré, en particulier pour les jeunes travailleurs et les nouveaux arrivants qui œuvrent dans les secteurs de l'économie où les syndicats sont peu présents.

Les enjeux sont considérables et l'avenir incertain.

Suite à la récession économique, nous avons pu voir grandir une vague de fusions et acquisitions. Au fur et à mesure que les grandes sociétés prennent le contrôle des petites entreprises et augmentent leurs parts du marché, elles augmentent leur pouvoir et leur influence sur les gouvernements. Les syndicats sont de plus en plus la seule voix forte qui s'oppose aux intérêts des entreprises.

Qui d'autre parle au nom des gagne-petit? Au nom de ceux et celles ayant besoin de régimes de pensions gouvernementales et des biens et services publics tels que l'électricité, des routes et des ponts sécuritaires, de l'eau potable, des soins de santé universels, une éducation accessible et un système de transport en commun adéquat.

Les syndicats sont la clé pour s'assurer que les gains de productivité se transforment en bénéfices pour tous et non seulement en profits pour quelques uns.

Réduire la présence syndicale au Canada aurait comme résultat la diminution de la classe moyenne et des inégalités croissantes.

Il est important de souligner que les petites entreprises locales ont aussi besoin des syndicats, car elles dépendent de l'augmentation du pouvoir d'achat du plus grand nombre pour être rentables et dégager des profits.

Des relations de travail saines et dynamiques favorisent l'innovation sur les lieux de travail, le développement économique et le maintien d'une classe moyenne forte, elle-même nécessaire au bon fonctionnement de notre démocratie.

C'est tout cela qui est en jeu pour la prochaine génération de travailleurs et de travailleuses au Canada. Voilà pourquoi le Canada a besoin des syndicats maintenant plus que jamais.